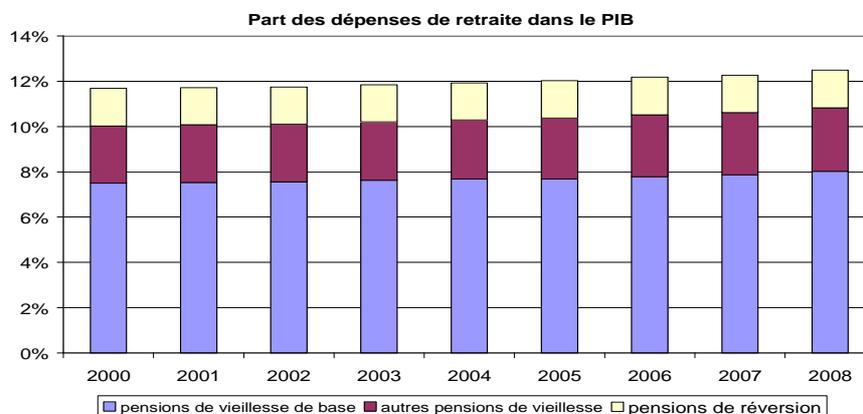


Indicateur n° 3 : Part des dépenses de retraite dans le produit intérieur brut.

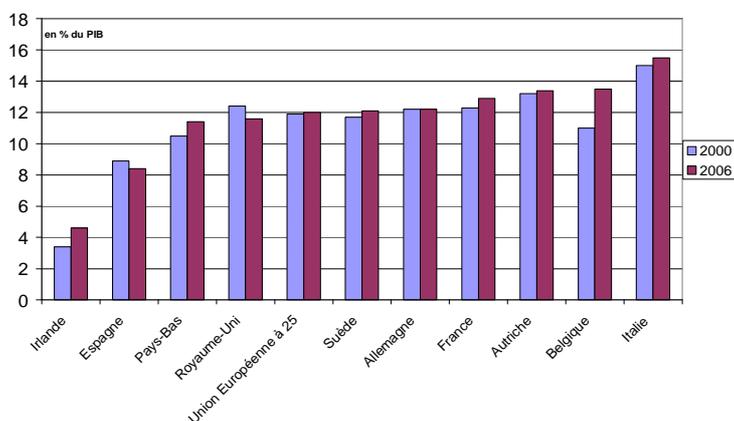


La part des dépenses de retraite dans le produit intérieur brut retrace le prélèvement que le financement des retraites exerce sur la richesse nationale.

En 2008, les dépenses de prestations de retraite (de droit direct et de réversion) s'élevaient à 243,7 Md€, soit 12,5 % du PIB, dont 32,4 Mds€ au titre des pensions de réversion (soit 1,7 % du PIB). Les pensions versées par les régimes de retraite de base, qui correspondent approximativement au périmètre des lois de financement de la sécurité sociale, représentent, avec 156,5 milliards d'euros en 2008, 64 % de l'ensemble des pensions de droit direct. Les autres pensions de vieillesse, d'un montant total de 54,8 milliards d'euros, se partagent entre les pensions versées par les régimes de retraite complémentaire obligatoire des salariés (49,3 milliards d'euros), et celles versées par les mutuelles et les institutions de retraite supplémentaire et de prévoyance (2,5 milliards d'euros), qui ne représentent en France qu'une très faible part des dépenses de retraite.

De 2000 à 2002, la part des prestations de retraite dans le PIB est restée quasiment stable, autour de 11,7 %. A partir de 2003 en revanche, la part des prestations de retraite progresse en moyenne de 0,1 point de PIB par an. Cette progression est due pour l'essentiel à la montée en charge de la retraite anticipée pour carrière longue créée par la loi du 21 août 2003, ainsi qu'à l'arrivée à l'âge de la retraite des premières générations nombreuses d'après guerre. Ce second facteur, très significatif depuis 2006, devrait continuer à tirer à la hausse le montant des dépenses de retraite dans les prochaines années.

Dépenses de protection sociale liées au risque vieillesse-survie pour une sélection de pays de l'UE en 2006



Source : Eurostat

Sur un champ un peu plus large que celui présenté ci-dessus (incluant notamment les prestations liées à la dépendance, cf. *Précisions méthodologiques*), Eurostat réalise des comparaisons européennes pour le risque « vieillesse-survie ». Selon ce concept, la part des dépenses dans le PIB apparaît un peu plus élevée (12,9 % pour la France en 2006).

La France apparaissait ainsi en 2006 comme le quatrième pays au sein de l'Union à 27 pour la dépense rapportée au PIB au titre du risque « vieillesse-survie », derrière l'Italie, la Belgique et l'Autriche, et à un niveau supérieur d'un point à la moyenne européenne. Il est à noter toutefois que cette part est fortement influencée par la structure démographique respective des pays de l'Union (en particulier par la part des personnes en âge d'être à la retraite dans la population totale, ce qui permet d'expliquer en partie les positions extrêmes occupées par l'Italie et par l'Irlande) ainsi que par les spécificités nationales (nature et niveau des droits ouverts, etc.) et le degré de maturité des régimes de retraite.

Précisions méthodologiques sur l'indicateur n° 3 :

La masse totale des dépenses de retraite est déterminée à l'aide des comptes de la protection sociale élaborés annuellement par la DREES. Le premier graphique présente trois séries ainsi définies :

- la série « pensions de base » comprend l'ensemble des pensions de retraite et les avantages complémentaires (majorations de pensions pour enfants etc) servies par les régimes de retraite de base (régime général, régimes de non salariés, régimes spéciaux y compris le régime des pensions civiles de l'Etat), ainsi que les prestations servies au titre des allocations supplémentaires (principalement, les allocations constitutives du *minimum vieillesse*) ;
- la série « autres pensions de vieillesse » comprend les sommes versées par les régimes obligatoires de retraite complémentaire des salariés, ainsi que par les mutuelles et les institutions de retraite supplémentaire et de prévoyance ;
- la série « pensions de réversion » inclut les pensions de retraite de réversion, mais exclut les pensions d'ayant droits en matière d'accidents du travail et d'invalidité, des capitaux décès et de l'assurance veuvage.

Les données relatives à l'année N sont disponibles en août de l'année suivante. Pour plus de détails sur les sommes représentées par ces différents éléments, se reporter aux *Comptes de la protection sociale 2008* publiés par la DREES.

Les comparaisons menées par Eurostat et reprises ici portent sur un champ plus large que celui représenté dans le premier graphique « dépenses de retraite ». Elles incluent aussi les capitaux-décès versés par les mutuelles et les institutions de prévoyance (au titre du risque « survie »), les pensions d'ayant droits en matière d'accidents du travail et d'invalidité, les compensations de charges versées notamment aux personnes âgées dépendantes (dans le cas de la France, il s'agit de l'allocation personnalisée d'autonomie ainsi que de l'allocation compensatrice pour tierce personne et la prestation de compensation du handicap versées aux plus de 60 ans, voir programme « Invalidité et dispositifs gérés par la CNSA ») et les aides versées dans le cadre de l'action sociale des différents régimes.

La notion de régime complémentaire de retraite retenue dans le premier graphique diffère des définitions retenues au niveau européen. Eurostat considère que la plupart des régimes de retraite obligatoires qui entrent dans le champ d'application du règlement 1408/71 relatif à la coordination des régimes de sécurité sociale constituent des régimes de base, les régimes complémentaires se limitant aux régimes professionnels le plus souvent facultatifs. Dans le cadre présent d'une annexe au projet de loi de financement de la sécurité sociale, il a paru pertinent de distinguer entre les régimes de retraite de base qui entrent dans le champ des lois de financement, et les régimes obligatoires de retraite complémentaire des salariés qui en sont exclus, quant bien même les deux groupes de régimes sont régis par le règlement 1408/71.

Les dernières données de comparaison internationale publiées par Eurostat en 2008 pour cet indicateur se rapportent à l'année 2006. Pour les résultats complets de cet indicateur portant sur les 27 pays que comptait l'Union européenne à cette date, se reporter à l'adresse internet :

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-09-040/EN/KS-SF-09-040-EN.PDF